

Apr. 682/E/12 n. 23 / 13. (Cp. R. V. n. 13. 7285 p. 7-13.)

Diabète, arthropathies, neuropathies, etc. ?
Les syndromes sont souvent associés dans les cas de diabète
et on les voit dans les hypothyroïdies. On peut voir ces diabètes sur une
glande et les arthropathies ou les neuropathies. Néanmoins, nous
savons que les arthropathies et les neuropathies sont des troubles
secondaires, et non pas des complications.

Ministère des affaires étrangères.
Direction des affaires économiques et financières.

Le ministère des affaires étrangères présente ses
compliments à l'ambassade Royale de Grèce en France
et se référant à la note 492/E/12 du 23 mai 1933 et cette
Ambassade la prie de trouver ci-dessous les précisions
de mandées dans cette communication.

La question du débiteur et du ressortissant étranger
entraînés en Allemagne comme de prisonniers de guerre
doit être examinée à la lumière des dispositions de l'Accord
de Paris sur les réparations. L'art. 23 A de cet Accord stipule en
effet que « Les gouvernements signataires conviennent entre
eux que leurs quoteparts respectives de réparations telles qu'
elles sont fixées par le présent accord doivent être consi-
dérées par chacun d'eux comme couvrant toutes les créan-
ces et celles de ses ressortissants sur l'ancien gouverne-
ment allemand et les agences gouvernementales allemandes,
existantes qui ne font pas expressément l'objet d'autres
dispositions, existantes de caractère public ou privé, issues
de la guerre, y compris le coût de l'occupation allemande,
les avances en compte de clearing acquis pendant l'occu-
pation et les créances sur les Reichskreditkassen »

La France comme les autres pays signataires de cet accord
auront fait figurer les dommages infligés à ses ressortis-
sants, du fait des internements et de portations dans le
bilan des dommages occasionnés par la guerre qu'elle a
présenté à la Conférence de Paris sur les Réparations de
Gouvernement Français ne s'estime pas dans les
circonstances présentes en mesure de fixer directement
de la République Fédérale en sa faveur ou en celle de ses
ressortissants et avant le règlement final des créances
nées de la guerre prévu par l'alinéa II du § B de l'art. 2

OLYMPIE A. ΦΑΝΟΣ
ΑΙΚΥ - ΝΟΒΕ
6828 ΑΒΡΑΜΙΔΗ ΣΤΑΘΜΑ
ΤΗΛ 88-99

de l'accord de Paris, des indemnisations ou des mesures de réparations nouvelles pour des dommages qui sont inclus parmi ceux qui aux termes de cette convention sont couverts par la quote-part des réparations attribuée à la France.

En contre-partie de la renonciation qui figurait dans l'Accord de Paris, le Gouvernement français a assumé l'obligation d'indemniser sur les fonds de l'Etat, les dommages subis par les victimes françaises ~~assumant~~ des persécution nazies - Cette indemnisation a été réalisée par des textes législatifs qui font bénéficier les déportés et internés français, en régime des pensions militaires, et leur ouvre, un droit à certaines indemnités particulières proportionnelles, à la durée de leur détention et aux pertes subies de la perte de leurs biens -

La position de principe adoptée par les pays signataires de l'Accord de Paris se reflète dans les dispositions des Accords de Bonn et notamment dans le chapitre 4ème de la Convention sur le règlement des questions issues de la guerre et de l'occupation qui concerne l'indemnisation des victimes de la persécution nazie - Malgré sa rédaction assez large ce texte bénéficie rarement aux ressortissants non allemands - Il faudrait en effet que la persécution dont ils ont été l'objet aient pu être un motif national - Or l'examen de la jurisprudence en Allemagne occidentale fait ressortir que les tribunaux des lieux qu'il s'agit de déportés de nationalité allemande ont tendance à estimer que la persécution avait, ipso facto, un motif national - Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par les travaux préparatoires à l'élaboration de ce chapitre -

Malgré le caractère restrictif des dispositions en la matière aussi bien de l'Accord de Paris, que des conventions de Bonn, certaines possibilités restent ouvertes aux déportés et aux travailleurs forcés de nature malicieuse d'étrangère - En effet

- 1) La renonciation figurant dans l'Accord de Paris ne couvre que les dommages issus de la guerre; en conséquence, toutes les persécutions antérieures au 1er septembre 1939 qu'auraient subies les ressortissants des pays membres de l'A.A.A. donneront droit à l'indemnisation directe par le Gouvernement Fédérale ou par les Länder. -

- 2) La législation des droits de la République Fédérale permet, sous certaines conditions de résidence, aux ressortissants étrangers de bénéficier des mesures d'indemnisation. - Les dispositions du Chapitre 4ème des Accords de Bonn visés ci-dessus ne pourraient avoir pour effet de modifier les avantages que les ressortissants étrangers pourraient tirer de la législation locale. -
- 3) Les dommages subis par des personnes qui ont acquis la nationalité d'un pays membre de l'O.E.C.E., postérieurement à la persécution doivent être indemnisés à moins que ces personnes n'aient été persécutées en raison de leur nationalité antérieure. -
- 4) Dans certains cas particuliers il se sans doute également possible de faire valoir que la persécution ne pourrait avoir titre avoir un motif national bien que la victime ait été un ressortissant allemand. -
- 5) La République Fédérale à la suite d'une requête du Comité Economique et Social des Nations-Unies, a admis de verser indemnités aux déportés qui ont été l'objet de soi-disant expériences médicales quel qu'ait été le motif de leur déportation. -
- b) Enfin en ce qui concerne le remboursement des salaires non payés à la main-d'œuvre envoyé en Allemagne au titre du travail forcé, les dispositions de l'annexe 4 art 28 de l'accord de Londres sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, dont la Grèce et la France sont signataires prévoient le transfert de ces montants en 5 annuités égales à partir du 1er janvier 1953. Les dispositions de cet article ne précisent cependant pas le sort qui sera fait à ces créances dans le cas où l'employeur était l'ancien Reich ou une Agence du Reich. Cette question devra sans doute faire l'objet de négociations ultérieures entre les pays intéressés et le Gouvernement de la République Fédérale.
- Le Ministère des Affaires Étrangères serait reconnaissant à l'Ambassade Royale de Grèce en France de bien vouloir lui faire savoir si l'interprétation donnée ci-dessus par le Gouvernement français aux dispositions concernant l'indemnisation des victimes du nazisme et des travailleurs forcés concorde avec celle donnée par le Gouvernement grec et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération

Paris 18 juin 1953.

By Rebecca Tappan ex. Rp. 2087A/1

19.12.1950

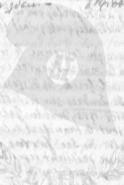
Rev. G. G.

Dear Sir,
I have the pleasure to acknowledge the receipt of your letter of the 14th inst. in relation to the above matter. I am sorry to hear that you are unable to attend the meeting on the 17th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst.

I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst.

I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst.

I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst.



I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst. I am sure that you will be able to attend the meeting on the 24th inst.

LEGATION ROYALE DE GRECE
EN BELGIQUE

Λοιθ. Πρωτ. 968/B/5

«... επί γερμανικού νόμου περί εξισώσεως
βαρῶν πολέμου (LAWTENAUSGLEICHGESETZ)»

Π Ρ Ο Σ

τὸ Β. ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ἐκπαιδευτικῶν
Ἀ/σιν Οἰκονομικῶν Ἐπιθεωρητῶν (Τμήμα III)

Ἀποκρινόμενος εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 07526/5.7.55 ὑψίτερον
ἔγγραφο, περί τοῦ ἐν κερλήσει ἔργου, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνω-
ρίσω ὅτι τὰ κάτωθι, συμφώνως πρὸς παρασχεθείσας μοι ἀρμόδιαι
πληροφορίας:

1) Αἱ ἐισατάξεις τοῦ περί τοῦ πρόκειται γερμανικοῦ νόμου εἰσῆσαι
κυρίως τοὺς ἠπείρους τῆς Ἑλλάδας, Ἑσθονίας, Ὀλλανδίας, Ἑλγίου
καὶ Λουξεμβούργου. Τὸ Βέλγιον συναντᾷ ἰδιαίτερας δυσκολίας
διὰ τὴν προστασίαν τῶν ὑπηκόων του, οἵτις κατὰ τὰς προσαθείσας
αὐτοῦ περί συλλογικῆς ἐνεργείας ὄλων τῶν κυρίως ἐνδιαφερομένων
χωρῶν, ἡ Ἑλλάς καὶ ἡ Σουηδία ἐπικρατοῦσιν τὴν δόξιν τῶν ἀπ'
εὐθείας ἁμερῶν συμφωνησῶν. Ἐξ ἄλλου τὰ κράτη τοῦ BENELUX
δὲν τυγχάνουσι τῆς ὑποστήριξεως τῶν 3 Μεγάλων Ἐθνικῶν, αἱ ὁ-
ποῖαι διὰ τῶν Συμφωνιῶν τῆς Βόννης ἀπεδέχθησαν ἡδὴ τὴν ἐγγραφοῦν
εἰς τοὺς ὑπηκόους τῶν τῶν ἐισατάξεων τοῦ ἄνω γερμανικοῦ νόμου,
ὡς τὸν ὅρον ὅπως εἰς ἐνασχολημένην περιπτώσιν παρῆχεν εἰδικῶν
δυσκολύσεων εἰς ἕτερα κράτη, αὗται ἐπεκταθῶσι καὶ εἰς τοὺς ἰδίους
τῶν ὑπηκόους. Εὐλόγητον δὲ τυγχάνει ὅτι ἡ ὑπαρξίς τῆς ρήτηρας τοῦ
μᾶλλον ἐννοουμένου κράτους εἰς τὰς Συμφωνίας τῆς Βόννης, καθυστά-
την γερμανίαν ἐπιφυλακτικῶν εἰς τὴν χορήγησιν δυσκολύσεων εἰς
τρίτῃ ἐνδιαφερόμενα κράτη καὶ ἀσχεραίνει οὐνεπὶ τὰ βελγικὰ
πρὸς τοῦτο διαβήματα. Τὰ τελευταῖα ταῦτα τεύουσιν ἐπὶ τοῦ παρόν-
τος εἰς τὴν ἀναγνώρισιν τῆς ἀρχῆς ὅπως ἄς βάσει ὑπολογισμοῦ τῆς
συνεισφορᾶς λαμβάνεται μόνον ἡ ἐν Γερμανίᾳ κειμένη περιουσία
τῶν βελγῶν ὑπηκόων, οὐχὶ δὲ καὶ ἡ ἐν τῇ εὐρώπῃ αὐτῶν χώρα ἡ ἀλ-
λαχοῦ ἐπιρροατικῆς ποιότητος, ὡς προβλέπει ὁ γερμανικὸς νόμος.

Πάντως, ὁσάκις ἐν τῇ μεταξὺ ἐκτετασθῆναι περιπτώσει οἰκονο-
μικῆς ἀσχερείας βελγῶν ὑπηκόων πρὸς καταβολὴν τῆς συνεισφορᾶς,
αἱ γερμανικαὶ ἀρχαὶ ἐδέχθησαν πάντοτε τὴν χορήγησιν ἀναστολῆς
κατόπιν σχετικῆς αἰτήσεως τῆς ἐν Βόννη βελγικῆς πρεσβείας.

Τέλος, μοὶ ἔγνωσθη ὅτι τὰ κράτη τοῦ BENELUX ἔχουσιν
ἀναθέσει τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῶν ὑπηκόων των, μέχρις
ὀριστικῆς διευθετήσεως τοῦ ζητήματος, εἰς τὸν ἐν DUSSELDORF
ἐδρευνόντα δικηγόρον ἀδελφόν VORNEFELD; κύριον ὑπεύθυνον τῆς
"VEREINIGUNG FÜR AUSLANDISCHE VERMOEGENS-INTERESSEN". Οἱ βέλγοι
ἀρμόδιοι εἶναι πλήρως ἱκανοποιημένοι ἐκ τῆς ἐργασίας τοῦ ἐν
Λόγγε δικηγόρου, τὸν συνιστῶσι δὲ ἀνεπιφυλακτικῶς καὶ εἰς ἡμᾶς, διὰ
τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῶν ἡμετέρων ὑπηκόων.

./..

2) Έν Βελγίω έτη 1947 ειδικός νόμος αποζημίωσης των υποστάντων ζημίας πολέμου ιδιωτών.

3) Όσον άφορά το ζήτημα πρόβλεψης περαιτέρω άξιώσεων διά πολιτικές επανορθώσεις κατά την έν καιρῶ σύναψιν της Ευρωπαϊκής Σύμφωνης μετά της Γερμανίας, ουδέμία σχετική άπόφασις έλήθη εΐςδε.

Επίκειστος

*Ο *Επιτετραμμένος

(ύπ.) Γ.Α.ΧΡΗΣΤΟΔΟΥΤΑΟΥ



ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΒΑΣΙΛΙΚΗ ΠΡΕΣΒΕΙΑ
ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ

*Αριθ. Πρωτ. 2506/ΣΣ/7

τῆ 25ῃ Ἰουλίου 1955.

Γερμανικὰ ἱκανοποιήσεις*

Π Ρ Ο Σ

τῷ Β. Ἐκπαιδευτικῶν τῶν Ἐξωτερικῶν
Διευθύνσειν Οἰκονομικῶν Ἐκδοχῶν
Σχῆμα III

*Αναφερόμενος εἰς τὸ ὑπ'ἀριθ. 07526/5.7.55 ὑμ'ἔτρον Ἐγγράφον, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι τοῦ γερμανικοῦ νόμου περὶ ἐξισώσεως βαρῶν πολέμου δὲν εἶδε ἱκανοποιῆσαι τοῦ λοικοῦ οἱ ὑπὸ τοῦ νόμου τῶν ἰσχυρῶν ἔδων, καθ' ὅσον, καθ' ἃ μοι εἶπαν ἐνταῦθα, οὗτος δὲν ἀφορᾷ μόνον εἰς τὴν ἐξίσωσιν τῶν ἐκ τοῦ πολέμου ζημιῶν, δι' ἧς βραχυῶς εὐδαιμονία ἐπέχον ὑποχρεῶσιν συμβολῆς πρὸς ὑπὸ τοῦ νόμου τῶν ἐκ τοῦ πολέμου ζημιῶν, ἀλλὰ ἐπιδικάζει συνάμα καὶ ἕτερα ἰσχυρῶν οἰκονομικὰ ἀποκαταστάματα, διὰ τὴν ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν τῶν ἀπὸ τῶν Γερμανοῦς συμφερόντων καὶ οἱ κατοικοῦντες ἐν Ἑλλάδι ἔξωθεν. - Οὗτοι, ἢ μὲν μέχρι τοῦδε ἐξαίρεσις, ἀπεῖρα τὴν μίαν δικαιολογητικὴν βάσιν τοῦ νόμου, ἢ δὲ ἀπὸ τοῦδε ἐξίσωσις Ἑλλήνων καὶ ξένων τὴν ἕτεραν.

Ἐν τῷ ΤΟΠΙΚΩΝ ΟΡΓΑΝΩΝ ἠγαγόμενον ὅτι τοῦτο εἶναι ἀρκούντως ἀσφατέον, ὡς ἐξηγήσει τοῦ νόμου καὶ ἡ ἀρμογὴ αὐτῆς, ἀλλὰ δὲν βάλωσιν καὶ ἕτερον τρόπον ἀντιμετωπιῶσιν τοῦ ζητήματος. - Δι' ὅσον καὶ εἰς τὴν διαμεταρτυρία Ἑλλήνων κατοικοῦντων ἐν Γερμανίᾳ, ἢ Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως δὲν πρόκειται νὰ ὁμοιωθῆται νὰ ὁμοιωθῆται.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ζημίας, ἕως ἄποδοσιν οἱ Ἑλλήνοι ὑπὸ τοῦ νόμου τῶν ἐκ τοῦ πολέμου ζημιῶν, οὗτοι ἀπεζημιώθησαν ἐκ τοῦ προϋπολογισμοῦ καὶ οἱ κατὰ μέρος τὸν καλύτερον σχεδὸν πλῆθος τὴν ζημίαν. Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ζημίας ἄλλων, ἐπισυμμάσας εἰς τὴν Ἑλλάδα, τὸ θέμα ἐρρυθμίσθη ἐκ ἀμοιβαίου μετὰ τινος τῶν ξένων ἔδων.

Ἐν σχέσει πρὸς τὸ τρίτον εἶρησιν, κατὰ τὸ ἔδρον 1, παράγραφος 6 (κεφ. 10) τῆς σχετικῆς Συμφωνίας τῆς Βόννης (ὡς συνημμένον κεῖθεν, σελ. 95), δὲν ἐπικρατοῦν, ὡς εἶπε, ἐν λόγοις, πολλὰ ἐπιπέδω, ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἱκανοποίησιν κερατῆρ ἰσχυρῶν ἐκ πωλεμικῶν ἱκανοποιήσεων, ἐν τῇ ἐν κατὰ συναρθεσμένην Συνθήκῃ εἰρήνης μετὰ τῆς Γερμανίας.

Ἐπειὶ ἡ ἀρμοδιὰ διευθύνσειν τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ προσεβλήθη νὰ μοι παρασῆ, ἐάν ζητήσω αὐτὸν, βιβλιογραφικὸν πλῆθος περὶ ἱκανοποιήσεων. Ἐπιθυμῶ νὰ κάμω χρῆσιν τῆς προσφορῆς ταύτης, ἐάν ὁ ἐν λόγῳ πλῆθος εἶδε ἐνδεέστερον ὅμοια, παρακαλῶ δὲ ὅπως, ἐν καταρκτικῇ περιπτώσει, εὐαρεστηθῆτε νὰ μοι γνωρίσητε ποτὰ εἰδικότερα θέματα ἠέλων τυχόν ἐνδιαφεροῦ ὑμῶν ἢ τὸ Ἐκπαιδευτικῶν Οἰκονομικῶν.

Ἐ δ π ε ι δ ἔ σ τ α τ ο ς
(ὕμ.) ΜΟΣΤΡΑΣ

τῆ 29 Αὐγούστου 1955.

*Αρ. Πρωτ. 3253/Γ/11

"Γερμανικός νόμος περί εξισώσεως βαρῶν"

Π Ρ Ο Σ

τῷ Β. Ἐπιτρόπου τῶν Ἐξωτερικῶν
Διαδύουσαι Ὀικονομικῶν Ἐποθεσιῶν
Τμήμα ΙΙΙ

*Ἐπιτερον Ἐγγραφον ὑπ'ἀριθ. 07526 ἀπὸ 5ης λήξαντος μηνός.
Ἀναφερόμενος εἰς τὸ ὡς ἔνω ἐπιτερον Ἐγγραφον, ὅπου περι-
ῆθεν ἦν τὴν 2αν τρέχοντος μηνός, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω
ὄντιν τὰ ἀποδοθῆ ἐν σχέσει πρὸς τὸ ἐν περιλήψει θέμα, ἵτινα
ἐπιπροφορήσῃ κατὰ τῶν ἀποδοθῶν ὑπερβαίνον τοῦ STATE DEPARTMENT,
ἠκανοποιώσων Γερμανικῶν Ἐποθεσιῶν καὶ Νορικῆς Ἐπιθεσίας.

1. Τὸ ζήτημα τοῦτο ἐλύθη διὰ τῶν Συμφωνιῶν τῆς Βόννης
τοῦ 1952, ὡς αὐταὶ ἐτροποποιήθησαν διὰ τοῦ Πρωτοκόλλου τῶν
Παρισίων τοῦ 1954, καὶ εἰδικότερον διὰ τῆς Συμφωνίας περί ρυθμί-
σεως ζητημάτων προκύπτοντων ἐν τοῦ πολέμου καὶ τῆς κατοχῆς, ὡς
αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ τετάρτου παραρτήματος τοῦ Πρωτοκόλλου
τῶν Παρισίων. Ἔρως ἐπιτεροῦ πληροφορίαν, πῶς ὄντι, συνη-
μένως, τεύχος περιέχον τὰς συμφωνίας ταύτας.

Ἐς, ἐδαρευομένοι, θέλετε παρατηρήσει, εἰς τὸ δεύτερον
ἐδάφην τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ δεκάτου κεφαλαίου τῆς ὡς ἔνω Συμφωνίας
(σελ. 307) ὁρίζεται ρητῶς ὅτι ἡ ὑπερ τῶν ἀνηκόων κερῶν τῶν ἠνω-
μένων Ἐθνῶν ἀπαλλαγὴ ἐκ τῆς εἰδικῆς φορολογίας κεφαλαίου τῆς
θεσπισθεῖσης διὰ τοῦ ὡς ἔνω νόμου ἐξισώσεως τῶν βαρῶν τοῦ πο-
λέμου, λήγει τὴν 31ην Μαρτίου 1955.

Καθ' ἃ μὲν ἐπιπροφορήσῃ ὁ ἀριθμὸς ἀπάλλῃλος τοῦ Τμήματος
Γερμανικῶν Ἐποθεσιῶν, ὑπεστηρέχθη ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν
ἠνωμένων Πολιτειῶν, ἠνωμένου Βασιλείου καὶ Γαλλίας κατὰ τὰς
σχετικὰς τότε διαπραγματεύσεις ὅτι οἱ ὑπὸ τῶν ἠνωμένων Ἐθνῶν
οὐ δεῖ νὰ ἀπαλλαγῶν ἐξ ὀλοκλήρου ἐκ τῆς καταβολῆς τῆς φορολο-
γίας ταύτης, ἐπιβληθεῖσης διὰ ζημίας προερχομένης ἐκ τοῦ πολέμου.
Ἡ γερμανικὴ ὁμοῦ ἔφοδος ἦτο ὅτι οὐ δεῖ καὶ οἱ ἄλλοι οὐκ νὰ
συνεισφέρουν εἰς τὴν ἔκτακτον ταύτην φορολογίαν ἐξ ἴσου μὲ τοὺς
λοιποὺς αὐτόχθονας κατοίκους τῆς Γερμανίας, δεδομένου ὅτι τὸ
πρόβδν τῆς φορολογίας ταύτης προωρῖετο κυρίως διὰ κοινωνικῶς
σκοποῦς. Ἐν τέλει τὸ ζήτημα ἐλύθη συμβιβαστικῶς, τῶν Γερμανῶν
δεχθέντων ἕκαστη ὑπερ τῶν ἀνηκόων τῶν ἠνωμένων Ἐθνῶν ἀπαλλαγῆν,
λήξαν τὴν 31ην Μαρτίου ἐ.ε.

Ἐς σχετικῆν μου ἐρώτησιν, μὲ ἐδάφη ἡ ἀπάντησις ὅτι ἡ
ἠμερικανικὴ Κυβέρνησις οὐ σεβασθῆ ἀπολύτως τὰ ἐκ τοῦ προκειμένου
συμφωνηθέντα, δεχομένη τὴν ἐπεξεχῆ βάσει τοῦ νόμου τοῦτου φορο-
λογίαν ἠμερικανῶν ἀνηκόων.

2. 'Ως με εκληρωσθήσων οι ένταθα άρμόδιοι, ούδέν νομοθετικών μέτρον ελήφθη μέχρι τούδε διά την έκ του άμερικανικού προϋπολογισμού άποζημιώσιν των άμερικανών ύπηκόων διά ζημίας άς ούτοι υπέστησαν κατά τόν πόλεμον. Ούτοι άποζημιούσνται έκ του προΐδντος της έκκοιήσεως των ένταθα περιουσιών των ύπηκόων των πρώην έχθρικών χωρών και των περιουσιακών στοιχείων των έκκαθαριζομένων υπό του ΙΑΡΑ. Πρό τινων μάλιστα ήμερών έφηγησθη νόμος σχετικός με την έκκαθάρισιν των περιουσιών των ύπηκόων της Ρουμανίας, Βουλγαρίας και Ουγγαρίας βάσει των σχετικών διατάξεων των μετά των χωρών τούτων Συνθηκών Ειρήνης, αίτινες υπεγράφησαν έν Παρισίοις τή 1947. 'Ο νόμος ούτος θά τεθη έν ισχύϊ εύδος ώς ύπογραφή υπό του Προέδρου.

3. 'Όσον άφορῃ τέλος την έκ μέρους των 'Αμερικανών προβολήν άξιώσεων διά πολιτικές έπανορθώσεις πέραν των διά της Συμφωνίας του Πότσδαμ και της Ρελινης Πράξεως των Παρισίων έκανοποιουμένων, κατά την έν καιρῳ σύνασιν της Συνθήκης Ειρήνης μετά της Γερμανίας, μοί έδηλώθη άπεριφράστως ότι, κατά τάς σημεριν κρατούσας ες τό STATE DEPARTMENT άντιλήψεις, όδν πρόκειται αι 'Ηνωθήκησιν 'Ηνωμένων Πολιτειών νά άξιώσουν υπό την Γερμανίαν έτέρας έπανορθώσεις πέραν των ήδη πραγματοποιηθειών. Τοϋτο έκ άλλου προκύπτει έκ των όσο τριμηνών όηλώσεων του Νοεμβρίου 1949 και Μαΐου 1954, καθ'ός άνεκοινώθη υπό των 'υβερνήσεων των 'Ηνωμένων Πολιτειών και 'Ηνωμένου Βασιλείου και άλλίας ότι εΐσεται τέρας ες έναντι έπανορθώσεων κατά σχεσιν 'οροστασιών και πλοίων.

Ότι έν τῃ πράξει, ή μόνη άπομένουσα πηγή γερμανικών έπανορθώσεων είναι ή των περιουσιών των έκκαθαριζομένων διά της ΙΑΡΑ.

Εδπειθέστατος
'Ο Πρόεδρος

(υπ.) Γ. Β. ΜΗΛΑΣ

Αρ. Πρωτ. 317 - Γ/ΙΙ

Πρός

τό Β. Υπουργείον Ήξωτερικών
Δ/σιν Οικονομικών Υποθέσεων

Αναφερόμενος εις τό υπ'άρ. 1284 από 9ης τρ. μηνός ύμετερον Έγγραφον, έχω τήν τιμήν νά γνωρίσω ύμιν ότι ή άποζημίωσις τών θυμάτων του έθνικοσοσιαλιστικοϋ καθεστώτος διέκεται από του Όμοσπονδιακοϋ Νόμου τής 18.9.53, οστις άναγνωρίζει δικαίωμα αίτήσεως άποζημιώσεως ^{επί ρητως} καθοριζομένων περιπτώσεων εις τούς διωχθέντας κατά τήν περίοδον από 30.1.33 μέχρι 8.5.45, λόγω τών αντιθέτων πρός τόν έθνικοσοσιαλισμόν πεποιθήσεων των ή διά φιλετικούς ή θρησκευτικούς λόγους. Ο Νόμος όμως οϋτός αναφέρει έν άρθρ. 8, παράγρ. I ότι ο διωχθείς δεόν νά ειχε κατά τήν 1ην Ιανουαρίου 1947 ή πρό τής άναχωρήσεώς του έν Γερμανίας τήν κατοικίαν του ή τήν συνθή ή αϋτοϋ διαμονήν έντός τών όρίων τής Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας. Διαιουται έπίσης άποζημίωσις, ανεξαρτήτως τόκου θεαμονής διά τας ζημίας τας επενεχθείσας εις τήν ακίνητον αϋτοϋ περιουσίαν, εφ'όσον αϋτη εδρίσκειτο έντός τών όρίων τής Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας. Κατόπιν τούτου ή περίπτωσης του Άλμπρου ΝΑΥΕΛΟΥ δέν δύναται νά υπαχθῆ εις τόν άρ. άνω Νόμου.

Έντός του Νόμου τούτου ύφίστανται άφ'ένος μέν ο Νόμος περί έξισώσεως βορών, περί οϋ τή υπ'άρ. 9081 από 31.ΙΙ.1953 ύμετέρα έγκύκλιος, άφ'έτερου δε ο περί άποδόσεων Νόμος οστις άφορῶ τά αϋτούσια περιουσιακά άγαθά τά εδρεθέντα και άρμόδιως διαπιστωθέντα μετά τόν πόλεμον έντός τών τριών συμμαχικών ζω-

των κατοχής. *Η περί της όμως πρόκειται περίπτωσις δέν δύναται νά υπαχθῆ οὔτε εἰς τοὺς Νόμους τούτους.

Παρά τ' ἀνωτέρω στοιχεῖα καί λόγῳ τῆς ὅλης ἐξαιρετικῆς περιπτώσεως τῆς υποθέσεως Νάντσου, προέβην εἰς προφορικὴν βολιδοσκόπησιν πρὸς τὴν ἀρμόδιαν ὑπηρεσίαν τοῦ Ἰπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν, ἥτις μοί ἐξέθεσεν ὅτι βάσει τῆς κειμένης νομοθεσίας, ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις δέν θά ἔχη τὴν δυνατότητα νά ἐκανοποιήσῃ ἀνδεχομένην ἡμετέραν αἰτησίαν ἐπὶ τῆς περιπτώσεως ταύτης. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνομιλίας ὁ ἀρμόδιος ὑπάλληλος προσέθεσεν ὅτι ἡ ἀπαίτησις αὕτη δέν ἀποσβέννεται ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι σήμερον δέν ὑπάρχει δυνατότης ἀποζημιώσεως καί ὅτι αὕτη θά ἴδύνατο ἔσως νά προβληθῆ κατὰ τὰς διαπραγματεύσεις πρὸς σύναψιν Συνθήκης Εἰρήνης, ὅπου καί θά ἐξετάζετο κατὰ πόσον αὕτη εἶνε ζημία πολεμικὴ ἢ οὐ, ἰδίᾳ λόγῳ τῆς ἐπακολουθησάσης τὴν 20.8.43 νομιμοποιήσεως τῆς ὑπὸ τῆς GESTAPO ἀρχικῆς κατασχέσεως τῆς περιουσίας τοῦ Νάντσου (ἔδε συνημ. ὑπ' ἀρ. 3 τῆς προμηθεύσεως ἡμετέρας ἐγκυκλίου) *ἡμετέρας ἐγκυκλίου*.

*Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ζήτημα τῆς εὐθύνης τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως ἐξ ἐνεργειῶν τῶν ἀρχῶν τοῦ Ράιχ, δέν ὑφίσταται μέχρι τοῦδε στοιχεῖον ἐμφαίνον ὅτι ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις ἀναγνωρίζει τὴν ὀλικὴν αὐτῆς εὐθύνην. Διὰ τῆς μετὰ τοῦ Ἰσραήλ σχετικῆς συμφωνίας, ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις ἐμφανίζει ὅτι ἀνέλαβε τὴν ὑποχρέωσιν νά ἐπανορθώσῃ μόνον τὸ μέρος ἐκεῖνο τῶν Ἰσραηλιτικῶν ζημιῶν, ὅπερ ἀναλογεῖ πρὸς τὴν ἐδαφικὴν ἔκτασιν τῆς Ὁμοσπονδοῦ Δημοκρατίας. Ἄλλως τε διὰ τὸ ὑπόλοιπον μέρος τῶν ζημιῶν τὸ ἀναλογεῖ πρὸς τὴν Ἀνατολικὴν Ζώνην, τὸ κράτος τοῦ Ἰσραήλ διετήρησε τὰς ἀπαιτήσεις του.

Εἰς σχετικᾶς ἐνεργείας προέβην ἐπίσης καί παρὰ Συμμαχικῆ Ἀρχῆ, ἐξ ἧν προέκυθεν ὅτι οὐδέν προηγούμενον ἀποζημιώσεως ἀφορῶν ἀνάλογον συμμαχικὴν περίπτωσιν ὑφίσταται.

Ἰπὸ τὰς συνθήκας ταύτας καί ὡς καί ἡμεῖς, εὐαρεστούμενοι, θέλετε παρατηρήσει, σχετικὸν διάβημα τῆς Β. Πρεσβείας δέν θά εἶχεν ἐπιφέρει ἐπιτυχίας.

" Γερμανικός νόμος περί
ξελίωσης βαρῶν πολέμου."

Π ρ ό ς

τό επί των *Εξωτερικῶν Β. *Υπουργείου
Δ/σιν Οικονομικῶν *Υποθέσεων.

ΑΘΗΝΑΣ

*Απαντῶν εἰς τό ὑπ'ἀριθ. 07826 ἀπό 5/7/55 ἡμέτερον ἔγγραφο, ἔχω τήν τιμὴν νά γνωρίσω ὑμῖν τάς κάτωθι πληροφορίες, ἄς ἠρύσθην παρά τῆς ἀρμοδίας ὑπηρεσίας τοῦ Γαλλικοῦ *Υπουργείου τῶν *Εξωτερικῶν:

I - Τό ἄρθρον 6 τοῦ Κεφαλαίου Χ τῆς εἰδικῆς Συμβάσεως τῶν Συμφωνιῶν τῶν Παρισίων τῆς 23/10/1954 -σελίς 83 τοῦ συναποστελλομένου ἐντύπου- προβλέπει ὅτι ἐπί βετίαν ἀπό τῆς 1ης *Απριλίου 1949 οἱ ἐν Γερμανίᾳ ξένοι ὑπῆκοοι τῶν κρατῶν μελῶν τοῦ ΟΗΕ, ὁδ ἔξαιρεθοῦν τῆς καταβολῆς τῆς ἐν τῷ Νόμῳ περί ξελίωσης βαρῶν πολέμου -EASTENHAUSGLEICHGESETZ- προβλεπομένης συνεισφορᾶς. Ἡ διάταξις αὕτη ὑφέλειται εἰς συμβιβασμόν μεταξύ τῶν ἀπόψεων τῶν *Αμερικανῶν, οἵτινες σῦδεσαν ἐπεθεῶμον ἔξαίρεσιν καί τῶν *Αγγλων καί Γάλλων, οἵτινες ἐζήτησαν ὅπως οἱ ὑπῆκοοι τῶν καί λοιποῖ ἐξαιρεθοῦν ἐντελεῶς τῆς συνεισφορᾶς. Ἡ διάρκεια ἰσχύος τοῦ Νόμου τούτου εἶναι 25ετής. Ἡ Γαλλική Κυβέρνησις, ἀποδεχθεῖσα ἐν Δουδόνῳ τήν συμβιβαστικήν λύσιν τῆς ἐξαετοῦς ἀναστολῆς, δύσκόλως ὁδ ἡδύνατο, ὡς μοῖ δέδλωσαν ὁ ἀρμοδῖος Διευθυντής τοῦ *Υπουργείου τῶν *Εξωτερικῶν, νά ἀρνηθῆ νῦν, διό τό ἐναπομένοντα 19 ἔτη, τήν ἐφαρμογήν τῶν ἐν προκειμένῳ συμφωνηθέντων, τοσοῦτω μᾶλλον καθόσον ταῦτα ἀποτελοῦν ἐνιασόν σύνολον ἐντός τῶν Συμφωνιῶν τῶν Παρισίων ὅπου ἔχουν ἐνσωματωθῆ. Καί τά κλεονεκτήματα τά ὅκοτα ἡ Γαλλία ἔχει ἀποκομίσει ἐκ τῶν ὡς ἀνω Συμφωνιῶν εἶναι ἀρκετά σημαντικά ὥστε νά ἀντενδείκνυται ἡ διακίβευσις τῶν ἐπί ζητήματος σχετικῶς ἐπουσιώδους.

2 - Ὅσον ἀφορᾷ τοῦς Γάλλους ὑπῆκοους οἵτινες ὑκέστησαν ζημίαις ἐν Γαλλίᾳ ἢ ἄλλασὶ κατά τόν πόλεμον ἐξ ὑκατιότητος τῶν Γερμανῶν ἢ ἄλλων πρῶην ἐχθρῶν, ὁσον νά γίνῃ διάκρισις μεταξύ τῶν κατωτέρω τριῶν περιπτώσεων:

α - Οἱ ὅκοτάντες ζημίαις ἐν Γαλλίᾳ ἀποζημιῶνται βάσει τῆς εἰδικῆς νομοθεσίας περί ἀνοικοδομήσεως καί ἀποζημιώσεων πολέμου. Υφίστανται ἐν προκειμένῳ δύο κυρίως Νόμοι τοῦ 1946 περί ἀνοικοδομήσεως καί τοῦ 1949 περί κερουσιακῶν στοιχείων ἅτινα ἐσφετερίσθησαν οἱ ἐχθροί. Ἡ προβλεπομένη ἀποζημιώσις ὅσον ἀφορᾷ τήν καταστροφήν δινηθῶν ἀντιστοιχεῖ περίπου πρὸς τά 88 ἑκατοστά τῆς ἀξίας τῶν. Διό τά κινήτῳ καταβάλλεται ὡς ἀποζημιώσις κατ'ἀποκοπήν ποσόν 90.000 φράγκων ἀσχετῶς τῆς ἀξίας τῶν ἀπολεσθέντων εἰδῶν.

β - Οἱ ὅκοτάντες ζημίαις ἐν Γερμανίᾳ ἀφομοιοῦνται, δυνάμει τοῦ ἀρθρου 3 τοῦ Κεφαλαίου Χ τῆς προαναφερθείσης Συμβάσεως -σελίς 83 τοῦ ἀννημένου ἐντύπου- μέ τοῦς Γερμανοῦς ὑπῆκοους ὅσον ἀφορᾷ τάς ἀποζημιώσεις, κλήν τῶν περιπτώσεων τῶν ἐπιδομάτων ἀκαταστάσεως καί στεγάσεως -EINGLIEDERUNGSHILFE καί WOHNRAUMHILFE.

γ - Οι υκοστάντες ζημιές άλλαχθ. Διά τούτους ή Γαλλική Κυβέρ-
νησις επιζητεί τήν υπογραφήν διμερών ειδικών συμφωνιών περί άφομοι-
ώσεως επί άμοιβαίδητι των υπηκόων της μέ τους υπηκόους του έτέρου
κράτους όσον άφορά τήν καταβολήν πολεμικών άποζημιώσεων. Διά τας
χώρας μετά των όποιων τοιαύτη συμφωνία όέν υπάρχει, ούδεμία μέχρι
τουδε είχε ληφθή πρόνοια. Μόνον εις τόν έφεταιίνον προϋπολογισμόν του
Ύκουργείου Άνοικοδομήσεως άνεγράφη πίστωσις 900.000.000 φράγκων,
κατανεμομένη εις 3 ίσας έτησίας δόσεις, διά τήν άποζημίωσιν των υκο-
στάντων ζημιές εις τά ως ένω κράτη. Το ποσόν είναι προφανώς άνεπαρκές
όδομένου ότι κατά προχείρους ύπολογισμούς αί έν λόγω ζημιαί άνέρχον-
ται εις 10 περίπου δισεκατομμύρια φράγκων.

3 - Διά τήν προφήν περαιτέρω άγνώσεων διά πολεμικάς έπανορθώ-
σεις, πέραν των έν Παρισίοις καί Λονδίνω συμφωνηθέντων, ούδεμία υπάρ-
χει σήμεραν έπίσημος άποφσις ούτε είναι δυνατόν νά γίνει σχετική πρό-
βλεψις. Κατά τήν προσωπικήν αντίληψιν του άρμόδιου Διευθυντού του
Ύκουργείου των Εξωτερικών, τό ζήτημα των έπανορθώσεων θα έδει νά
θεωρηθί ως όριστικώς τερματισθέν. Τοΰτο όμως όέν σημαίνει ότι όέον νά
άποκλεισθί πύσα περαιτέρω γαλλική άκατήσις, έφ' όσον αύτη θα ήτο δυνα-
τόν νά άποχωρισθί του στενοϋ κλεισίου των πολεμικών έπανορθώσεων καί
νά προβληθί υπό ιδιαιτέρον τινα χαρακτηρισισμόν - ως π.χ. άπώδοσις
κλαπέντων καλλιτεχνημάτων, έξβηλασις ιδιωτικών χρεών κ.τ.λ. -.

Ευκλειθέστατος

δ Πρέσβυς

P. ΡΑΦΗΝΑ

ΕΛΛΗΚ